Pour une restructuration de la dette grecque

La concordance de calendrier n'est pas que le fruit du hasard. Ce jeudi 18 juin, à 15 heures, commençait à Luxembourg la sixième réunion de l'Eurogroupe depuis la prise de fonctions du gouvernement Tsipras, début janvier. Précisément au même moment, à Athènes où il était 16 heures sur l'horloge locale, la commission d'audit de la dette grecque était en train de terminer la présentation de son premier rapport au parlement après deux mois et demi de travaux, et s'apprêtait à tenir une conférence de presse. Un rapport accablant pour les gouvernements précédents et la gestion de la crise grecque par les institutions européennes et le FMI depuis 2010. L'objectif de cette commission étant de donner au gouvernement des outils et des arguments en faveur d'une restructuration de la dette publique, qui était au programme de Syriza, le moment était bien vu. Sera-t-il entendu par ses partenaires ?

Rien n'est moins sûr. Depuis l'arrivée au pouvoir de Tsipras, ses partenaires européens font tout pour enterrer la question de la restructuration de la dette, que le premier ministre grec voulait pourtant placer au cœur des négociations. Dans un premier temps, contraint de négocier sur la fin du programme d'assistance financière – c'est-à-dire s'assurer du versement des 7,2 milliards d'euros prévus dans le cadre des prêts UE-FMI –, l'exécutif grec a accepté de distinguer les deux dossiers, et de reporter la discussion sur la dette à plus tard, une fois que le premier serait réglé. Mais comme nous le racontons à travers [une chronologie de ces cinq derniers mois](http://www.mediapart.fr/journal/international/160615/athenes-et-ses-creanciers-cinq-mois-de-bras-de-fer), l'accord sans cesse annoncé n'a, à cette heure, pas été trouvé. Autour de la table des négociations, plus personne ne parle de restructuration, encore moins d'effacement ou de décote. Elle est loin cette époque où Yanis Varoufakis proposait de créer [des obligations indexées sur la croissance](http://www.mediapart.fr/journal/international/030215/la-grece-propose-un-autre-plan-pour-alleger-sa-dette), ceci afin d'alléger le fardeau de la dette… C'était en février. Autrement dit, au rythme où avance la crise grecque, au siècle dernier.



Manifestation devant le parlement mercredi 17 juin 2015, en soutien au gouvernement Tsipras © Reuters

Depuis, les dirigeants grecs n'ont cessé de mettre de l'eau dans leur vin. À l'exception de quelques mesures sociales votées à la Vouli ce printemps, Alexis Tsipras a reculé sur les principaux points de son programme – mais jamais assez aux yeux des Européens. Un engagement avait pourtant été pris en novembre 2012. Les créanciers de la Grèce (FMI, BCE, Commission européenne) s'étaient alors engagés à ouvrir le dossier de la restructuration de la dette dès qu'un excédent budgétaire primaire serait dégagé. Après quatre ans de coupes tous azimuts, l'objectif a fini par être atteint fin 2013, sous le gouvernement précédent. Pourquoi les partenaires institutionnels ne tiennent-ils donc pas leurs promesses ?

La réponse en réalité ne se trouve sans doute pas à Athènes, ni même à Bruxelles. C'est du côté de Madrid qu'il faut regarder. L'automne prochain, les Espagnols renouvellent en effet leur parlement. Podemos a le vent en poupe… S'accorder avec les Grecs sur un plan trop conforme au programme de Syriza enverrait le signal que la gauche radicale peut changer les choses en Europe, qu'un programme autre que le tout-austérité est faisable, qu'une dette peut être effacée. Autrement dit, un très mauvais signal pour la pensée rigoriste qui domine actuellement à Bruxelles.

En réalité, les différentes institutions divergent. Le FMI, conscient du poids qu'exerce une dette insoutenable sur la possibilité d'une relance de l'économie, est favorable, et depuis longtemps, à une restructuration de la dette. Mais sa position est plus facile à tenir que celle de la commission et des dirigeants européens, hostiles à tout ce qui pourrait ressembler à un rééchelonnement ou un effacement, même partiel. Ce sont en effet les finances publiques européennes qui sont aujourd'hui les plus exposées à la dette grecque. Autrement dit, les budgets nationaux du continent seraient directement affectés dans le cas d'un effacement.

Mais quel est le plus coûteux, à long terme ? Des pays, et avec eux des marchés qui s'écroulent sous le poids d'une dette impossible à rembourser, ou quelques milliards effacés une fois pour toutes ? Sans parler du coût social et humain qu'entraînent pour un pays des échéances de remboursement sans fin. Le rapport de la commission d'audit de la dette présenté ces deux derniers jours à Athènes, à cet égard, est accablant. Les experts mandatés par le parlement grec ont rappelé l'impact dévastateur qu'ont eu les politiques d'austérité depuis 2010 sur le niveau de vie, mais aussi sur la justice sociale, la cohésion sociale, les droits de l'Homme et la démocratie. Un chapitre entier est consacré à cette dimension. *« La Grèce non seulement n'a pas la capacité de payer cette dette, mais de plus, elle devrait ne pas la payer d'abord et avant tout parce que la dette provenant des accords de la Troïka est une violation directe des droits humains fondamentaux des habitants de Grèce »*, peut-on lire [dans le résumé du rapport](http://greekdebttruthcommission.org/).

La commission a également analysé la composition et l'évolution de la dette hellène à partir des années 1980. Contrairement aux idées reçues, on découvre que loin d'être liée à des dépenses publiques excessives, *« qui restaient en réalité plus basses que les dépenses publiques d'autres pays de la zone euro »* à la même époque, la hausse de la dette était plutôt due *« au paiement de taux d'intérêt extrêmement élevés aux créanciers, à des dépenses militaires excessives et injustifiées, à des pertes de revenus fiscaux en raison des sorties illégales de capitaux, à la recapitalisation étatique de banques privées, et au déséquilibre international créé par les failles dans la construction de l'Union monétaire elle-même »*.

**Page 2 sur 2**

Autrement dit, rien à voir, strictement, avec un État grec supposé ultra-dépensier, une fonction publique prétendue pléthorique, ou encore une fraude fiscale endémique qui n'aurait pas son équivalent ailleurs en Europe… Le rapport a le mérite de remettre en place quelques idées reçues sur la Grèce qui ont encore la vie dure, cinq ans après le début de programmes *« d'assainissement budgétaire »* qui ont asséché l'économie du pays. Mais surtout, il démontre l'absurdité de ces accords : *« L'utilisation de l'argent des '*bail-out' *est dictée strictement par les créanciers et il est révélateur que moins de 10 % de ces fonds ont été destinés aux dépenses courantes de l’État. »* En outre, précise le rapport d'audit, *« le premier accord de prêt, en 2010, visait principalement à sauver les banques privées grecques et européennes, et à permettre aux banques de réduire leur exposition aux obligations de l’État grec »*. Autrement dit, rien n'a été fait pour favoriser la relance, cette politique s'est avérée parfaitement contre-productive.

Le rapport souligne par ailleurs les problèmes que posent ces conventions de prêt signées en 2010 et en 2012 en termes de souveraineté nationale : ces deux accords ont en effet été signés sous le droit anglais et *« contiennent des clauses abusives, qui obligent la Grèce à abandonner des aspects importants de sa souveraineté »*. Le rôle de chacune des institutions est dénoncé. La BCE, notamment, est accusée d'avoir outrepassé son mandat en ayant imposé, en tant que partie prenante de la Troïka, des programmes d'ajustement macroéconomique, comme la dérégulation du marché du travail.

En conclusion, la dette publique grecque est, pour la commission d'audit, non seulement *« insoutenable »* économiquement, *« illégale »* d'un point de vue juridique, *« illégitime »* car contractée dans des conditions opaques et en contradiction avec les intérêts du peuple grec, mais aussi *« odieuse »*, car les institutions qui ont signé ces accords étaient parfaitement conscientes de tout cela. On reconnaît là la grille de lecture du CADTM, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, dont plusieurs des membres font partie de la commission, et ses analyses déjà produites sur la Grèce depuis 2010. C'est même le président de l'association, Éric Toussaint, qui avait déjà réalisé un travail similaire sur la dette équatorienne en 2009, qui a conduit les travaux de la commission grecque. [Comme nous le racontions en avril dans Mediapart](http://www.mediapart.fr/journal/international/030515/laudit-de-la-dette-grecque-une-idee-qui-fini-par-percer), cet analyste économique, auteur de nombreux ouvrages sur la problématique des dettes publiques, avait déjà, en 2011, conclu à *« une très large illégitimité de la dette réclamée à la Grèce par la Troïka »* avec un collectif citoyen formé à Athènes.

Cette fois-ci, le rapport émane d'une des plus hautes institutions du pays, le parlement. Le gouvernement grec pourra-t-il s'en saisir pour réamorcer la discussion sur la restructuration de la dette publique ? Le rapport qui parle de *« mauvaise foi »* des créanciers estime que la *« Grèce a été et est toujours la victime d'une attaque préméditée et organisée par le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Cette mission violente, illégale, et immorale visait exclusivement à faire passer la dette privée dans le secteur public »*.

Pas sûr que les créanciers apprécieront. Mais la commission d'audit ne s'arrête pas là. Elle donne aussi ses recommandations. Dans le dernier chapitre de son rapport, elle invite le gouvernement grec à invoquer *« la nécessité de sauvegarder des intérêts essentiels menacés par un péril grave et imminent »,* dans la mesure où *« le service de la dette est insoutenable »*. En clair, elle invite l’État hellène à déclarer unilatéralement une cessation de paiement, alors qu'Athènes doit rembourser 1,6 milliards d'euros le 30 juin auprès du FMI.

Pierre Moscovici: "Aujourd'hui le temps est presque dépassé, la balle est dans le camp grec."

Pour sa part, la présidente du parlement Zoi Konstantopoulou (Syriza), à l'initiative de cet audit, a appelé au cours de la restitution des travaux à une conférence européenne sur la dette. *« La question de la dette n'est pas une question pour les technocrates, c'est une question pour les citoyens et leurs représentants. (...) On a eu des déclarations vraiment cyniques de la part de la commission :* 'Une conférence sur la dette, ça existe et c'est l'Eurogroupe'*... Mais l'Eurogroupe ce n'est pas une conférence ! Il faut une vraie conférence européenne sur la dette. »*

Non, la balle n'est pas seulement, comme le prétendait en arrivant ce jeudi à la réunion de l'Eurogroupe le commissaire Pierre Moscovici, *« dans le camp grec »*. Il est temps que les Européens prennent la mesure du problème, au lieu de se montrer plus durs encore qu'avec le gouvernement précédent (droite-socialistes) et d'imposer à l'exécutif Tsipras des conditions qui n'avaient jamais été posées auparavant. En 2010, la dette grecque pesait environ 120 % du PIB. Cinq ans d'austérité plus tard, malgré le versement de plus de 230 milliards d'euros de prêts UE-FMI et deux opérations d'effacement partiel par les créanciers privés en 2012, elle frôle aujourd'hui les 180 % du PIB. Il est temps que le cercle vicieux du surendettement prenne fin.